Bureau BILAT 2 / SE de Koweït 2022/061

Koweït, le 27 juin 2022

RELATIONS ECONOMIQUES BILATERALES

Malgré la chute de nos exportations et la hausse de nos importations, **notre solde commercial avec le Koweït demeure positif en 2021** (154M EUR contre 713M pour l’année 2020). Il devrait fortement se redresser cette. Nos exportations, qui avaient atteint 860 M EUR en 2020, restent fortement tributaires de notre industrie aéronautique, qui profitera en 2022 de la reprise des livraisons et d’un effet de base favorable. Une **trentaine de filiales d’entreprises françaises sont implantées au Koweït. Elles représentent près de la moitié des entreprises de l’UE.** Nous étions en 2020 le **7ième investisseur mondial dans le pays et le 1er européen.**. Le Koweït présente un potentiel d’accroissement des échanges bilatéraux, que des initiatives régaliennes pourraient aider à stimuler.

# 

# Un excédent commercial toujours très substantiel.

Le Koweït demeure le 4ème partenaire de la France dans le Golfe

Leséchanges franco-koweïtiens (exportations + importations) ont **baissé de 8%** **en 2021** par rapport à 2020, pour atteindre **930M EUR.** Ce résultat s’explique par la **baisse de nos exportations** dont la valeur s’élève désormais à **543M EUR** (-37% en un an) et **l’augmentation de nos importations** dont la valeur s’élève à 146M EUR (+161%).

Notre solde commercial ressort à **397 M EUR.**

Au sein du Conseil de coopération du Golfe, **le Koweït demeure le 4ème partenaire commercial de la France**, derrière le Qatar, les EAU et l’Arabie Saoudite.

Nos exportations connaissent une baisse du fait de la chute de nos ventes de matériels de transport (-61% en un an)

Ce résultat s’explique en particulier par la très bonne **performance de l’industrie aéronautique** en 2019-2020. Malgré le contexte sanitaire et économique, Airbus a ainsi pu livrer 5 appareils à Kuwait Airways en 2020. En 2021, si ce secteur demeure le premier pôle d’exportation, il ne représente plus que 195M EUR (503M EUR en 2020).

Le deuxième pôle d’exportation à destination du Koweït est tenu par les **produits chimiques, parfums et cosmétiques** (12% du total) dont les exportations ont augmenté de 15%. Viennent ensuite les **textiles, habillement, cuir et chaussures** (11%), également en hausse par rapport à 2020 (+16%).

En 2020, la France était le **11ème fournisseur mondial** du Koweït et le **4ème fournisseur européen** avec une **part de marché de 2,3%** (comme en 2019), derrière l’Allemagne (4,6%), le Royaume-Uni (4,3%) et l’Italie (3,7%), mais devant les Pays-Bas et l’Espagne (tous deux à 1,3%). Alors que 0,1% de nos exportations étaient à destination du Koweït en 2020, ce chiffre monte à 0,2% en 2021.

Nos importations augmentent significativement (+160%)

La hausse des importations est principalement due à la reprise **des importations de produits prétroliers raffinés et coke** en 2021 (+189%). Ce pôle constitue à lui seul **95% de nos importations.** Les autres pôles ont vu leur évolution annuelle baisser, comme les équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique (-39,5%), et les autres produits industriels (-18,5%).

En 2021, le Koweït représente **0,7‰ de nos importations**, contre 0,3‰ en 2020. Notre excédent commercial s’établit ainsi à **156 M EUR, soit une baisse de 78% par rapport à 2020.**

# 

# La France reste le 1er investisseur européen au Koweït.

La présence économique française au Koweït est proportionnée à la taille du pays mais considérable par rapport à nos concurrents européens.

Selon les chiffres les plus récents de l’enquête européenne sur l’activité des filiales étrangères des groupes français (OFATS) pour l’année **2019**, la France comptait **32 filiales** d’entreprises françaises au Koweït pour un **chiffre d’affaires de 548 M EUR** (+1% par rapport à 2018) et 2731 **personnes employées** (+4% en un an). La France constitue ainsi la première présence européenne avec **47% des 68 entreprises européennes** et **35% des 7842 employés** de ces filiales. Les **filiales françaises représentent 42% du chiffre d’affaires des filiales de l’UE**, reprenant la première place qui avait échu en 2018 aux filiales italiennes (qui ne représentent plus que 2% en 2019).

Selon les dernières données de l’INSEE, **2 421 entreprises françaises ont exporté au Koweït** en 2017. 60% d’entre elles étaient des PME (réalisant 17% de la valeur des exportations), 30% des ETI (33% des exportations) et 10% des grandes entreprises (50% des exportations).

Les investissements croisés ont progressé

Les données de la Banque de France sur les investissements croisés France-Koweït n’ont pas été rendues publiques pour les années 2019 et 2020, en raison du trop petit nombre d’entreprises concernées. Selon les derniers chiffres disponibles de 2018, **le stock d’IDE français au Koweït a doublé**, s’élevant à 185,3 MEUR (92,4M EUR en 2017), tiré notamment par l’industrie manufacturière (108,9M EUR, +572%).

Selon les données du FMI, le montant du flux des IDE français à destination du Koweït est de **56M USD en 2020**, faisant de la France le **premier investisseur européen dans le pays**, le deuxième non-régional et le **7ème dans le monde** derrière le Qatar, l’Arabie Saoudite, les EAU, Bahreïn, Oman et les Etats-Unis, comme l’année précédente. L’investissement français se matérialise majoritairement sous forme de co-entreprise, condition nécessaire au succès dans l’émirat, sauf adoption du régime KDIPA.

Les IDE koweïtiens en France ont également progressé en 2020. Leur **stock était de 408M EUR en 2020**, contre 242M EUR en 2019 (+68%). Cela représente 4,6% du stock d’IDE des pays du GCC (contre 3,1% en 2019).

Les **investissements du fonds souverain koweïtien** (*Kuwait Investment Authority)* en France ont augmenté de 50% en 2020 selon la KIA, et sont **estimés à plus de 30Mds EUR**, en particulier en tant qu’actionnaire minoritaire de plusieurs sociétés cotées (Airbus, AXA, BNP Paribas, Danone, Engie, Kering, L’Oréal, Orange, Safran, Sanofi-Aventis, Schneider Electric, Total, Vivendi…). KIA intervient également auprès de sociétés non cotées (environ 250M USD estimés), via sa filiale ***International Civil Company***. Cette dernière est **coactionnaire avec Bpifrance** des véhicules de private equity *CITA Investissement* (100M EUR de capital initial). En outre, KIA détient des actifs immobiliers estimés à 500M USD, en particulier la tour Manhattan à la Défense (qui a fait l’objet d’un redressement fiscal confirmé par le Conseil d’Etat).

# 

# Le Koweït présente un potentiel de densification de nos échanges.

L’export français pourrait s’appuyer davantage sur le plan de diversification économique du Koweït

La filière des hydrocarbures koweïtienne a engagé un **plan d’investissement estimé à 80 Mds USD sur la période 2020-2025 (500 Mds d’ici à 2040).** Celui-ci, même s’il a été révisé à la baisse, vise à accroître la capacité de production du pays (environ 3M b/j avant la pandémie de COVID-19, objectif de capacité totale de 4M b/j d’ici 2040), verdir son empreinte (ex : arrêt du gazage), renforcer sa diversification en aval (pétrochimie), et assurer sa pérennité (exploration offshore). Les acteurs de la filière parapétrolière, y compris Total raffinage et pétrochimie, pourraient mieux tirer profit des opportunités associées. Pour y contribuer, **Bpifrance Assurance Export et *Kuwait Petroleum Company*** ont conclu fin 2019 **un accord** pour la mise à disposition d’une enveloppe de garantie jusqu’à **1Md EUR**.

L’offre française est de nature à répondre aux projets d’infrastructures du plan de diversification à l’horizon 2035 (« New Kuwait ») dans les domaines de l’environnement, de l’énergie électrique (ex : centrales à cycle combiné et de dessalement, offre Engie et EDF), des transports (ex : réseau ICT du nouveau terminal international, offre Thales, prospect Idemia) et des loisirs (ex : entertainment city, offre Egis), ainsi que les télécommunications (ex : offre Sofrecom), voire les projets de transports urbains.

La France présente un potentiel d’attractivité des investissements koweïtiens

KIA et Bpifrance discutent de la création d’un nouveau fonds conjoint de private equity principalement investi en France, dans des sociétés françaises de différents secteurs (**600 M EUR**). En outre, les investisseurs privés koweïtiens ont exprimé un intérêt renouvelé pour le marché français, notamment dans le contexte du Brexit.